



Cofinancé par
l'Union européenne



Journées d'étude

Subjectivités / Sensibilités autour de la « radicalisation »



30 juin et 1 juillet 2022

Auditorium de l'Hôpital Marchant
134 route d'Espagne
31057 Toulouse



toulouse
métropole

CRESAM
Centre de ressources régional en santé mentale
pour la prévention des processus de radicalisation

ars
Agence Régionale de Santé
Occitanie

ISERL
INSTITUT SUPÉRIEUR D'ÉTUDE
DES RELIGIONS ET DE LA LAÏCITÉ

SCIENTES
SOCIALES
UNIVERSITÉ DE LYON
ÉCOLE
DOCTORALE
483

ladec
Laboratoire d'Anthropologie
des Enjeux Contemporains

université
LUMIÈRE
LYON 2



Depuis 2014 en France, la prévention de la radicalisation s'est imposée dans les politiques publiques, bien au-delà du seul secteur de la sécurité et de l'anti-terrorisme. Cette mobilisation d'ampleur concerne des institutions publiques nationales et locales, des associations, l'éducation nationale, le monde de la santé, etc. C'est ainsi que sont nés le CRESAM-Occitanie, porté par l'ARS et, au sein de Toulouse Métropole, le projet Rad2Citizen « Radicalisation, Radicalités, Citoyenneté », financé par la Commission Européenne. Au cours de leurs travaux, ces deux initiatives ont été amenées à rencontrer de nombreux acteurs et à évoluer dans des environnements complexes où les expériences de ces différents acteurs peinent parfois à se retrouver dans les mêmes termes et à y déposer le même sens. La « radicalisation » n'échappe pas à ce phénomène.

C'est de ce constat qu'est née la volonté d'approfondir la compréhension des manières qu'ont nos partenaires de mobiliser les termes de la politique publique de prévention de la radicalisation.

Pour cela, il nous a semblé important de mobiliser la littérature scientifique en ce qu'elle permet de mettre en relief l'hétérogénéité des positions et des approches observées au quotidien. De là, nous avons souhaité faire interagir le plus directement possible les personnes qui vivent la politique de prévention au quotidien et celles qui cherchent à la resituer, à la comprendre dans un cadre théorique et à une échelle plus large.

Les différentes interventions proposées au cours de ces journées d'études ont donc pour ambition de faire résonner l'expérience et les mots pour la dire, le terrain et la réflexivité nécessaire à la fois à sa bonne compréhension et à d'éventuelles orientations futures.



Toulouse Métropole – Projet Rad2Citizen : Radicalisation, Radicalités et Citoyenneté

Le projet Rad2Citizen est un projet co-financé par la Commission Européenne à travers des Fonds de sécurité Intérieure - Police et piloté par Toulouse Métropole en partenariat avec la ville de Malaga et le CIFAL Malaga (Espagne), l'Université de sciences sociales de Salzburg (Autriche) et l'Institut KEMEA (Athènes). Il vise à prévenir la radicalisation et la violence lui étant associée sur le territoire de la métropole de Toulouse, principalement auprès des jeunes publiques.

L'objectif du projet est de réduire la violence associée à la radicalisation sur la base de 4 méthodes : coordination des acteurs à la fois localement et au niveau européen ; compilation et analyse de données ; construction d'une culture commune ; et développement de synergies entre les actions afin d'harmoniser la réponse publique. Le projet combine une approche par les territoires et ses habitants avec une analyse des pratiques professionnelles des travailleurs sociaux et agents susceptibles de rencontrer des situations de radicalités violentes.

Centre de ressources en santé mental pour la prévention des processus de radicalités violentes - CRESAM-OCCITANIE

Le CRESAM-Occitanie est un dispositif créé et financé par l'Agence régionale de santé Occitanie depuis 2017. Il s'agit d'une équipe pluridisciplinaire composée d'un sociologue/coordonateur, d'une psychologue, d'un pédopsychiatre et de deux psychiatres, et basée au centre hospitalier Gérard Marchant de Toulouse.

Les missions du CRESAM-Occitanie concerne la formation, la recherche, l'analyse de situations et la construction de réseaux professionnels autour des problématiques articulant les questions de santé mentale et les processus de radicalités violentes. A ce titre l'équipe intervient principalement auprès des professionnels de santé, du médico-social, de la justice et du travail social.

L'objectif plus général du CRESAM-Occitanie consiste à construire et à mettre à disposition des professionnels des éléments de compréhension et des outils éclairant l'articulation entre des problématiques de santé mentale et des parcours de radicalités violentes sans réduire l'une à l'autre.

Institut Supérieur d'Étude des Religions et de la Laïcité - ISERL

L'ISERL fédère une douzaine d'équipes de chercheurs ou enseignants-chercheurs des universités de Lyon 2, Lyon 3, Saint-Étienne, ENS... Il met l'accent sur l'interdisciplinarité, réunissant des historiens, des philosophes, des spécialistes de littérature, des anthropologues, des juristes... L'ISERL a trois objectifs :

Essentiellement fédérer les recherches menées sur les religions et la laïcité au sein des équipes des Universités de Lyon, de Saint-Etienne et des établissements français et européens avec lesquels l'Institut aura établi des conventions.

Assurer la diffusion et la circulation des connaissances auprès des chercheurs, des professionnels et de tout public sensibilisé à ces questions par le biais de publications, de conférences, de propositions de formation continue.

Former : l'ISERL gère un MASTER des Sciences du religieux et de la laïcité. Il sert d'appui à des cycles de formation interdisciplinaire. Ils peuvent être ponctuels (universités d'été, semaines intensives) ou conduire à des diplômes spécialisés.

À la suite des attentats du 11 septembre 2001 puis des séries d'attaques ayant touché l'Europe au milieu des années 2000 et 2010, les publications académiques et non académiques se sont multipliées autour de la notion de « radicalisation » (Borum 2011 ; Neumann et Kleinmann 2013). Ces publications, s'inscrivent dans des champs disciplinaires et institutionnels divers. La mobilisation de cette notion en référence à des actes de violence qualifiés de terroristes implique un cadrage fort sur les acteurs de ces violences, que ces actes aient eu lieu ou soient considérées comme un risque, un horizon possible. Par ailleurs, au moins en France, le terme a fait l'objet d'une forme de dépolitisation (Guibert-lafaye et Rapin 2017) et le terrorisme comme la radicalisation semble de moins en moins être appréhendé depuis l'engagement politique, laissant place à une prévalence des interprétations de type psychopathologiques (Benslama 2015) ou « anthropologiques » (Roy 2016) au sens de phénomènes sociétaux sous-jacents. Enfin, une attention particulière est portée par quelques auteurs, très largement relayés, sur une géopolitique des religions, considérant la radicalisation comme une conséquence de l'expansion de l'influence de courants islamiques dits radicaux (Kepel 2015; Micheron 2020). Ces grandes tendances structurent d'ailleurs en partie les débats publics sans pour autant en épuiser la complexité. Entre engagement violent et adhésion idéologique (Neumann 2013), entre individus, société et politique (Atran 2016), les termes du débat sont multiples et les consensus rares et fragiles.

Cette hétérogénéité parcourt tant la recherche et les institutions que les professionnels de terrain. Ces derniers, au contact de réalités diverses et situées, développent des définitions empiriques qui correspondent à la fois aux situations de travail dans lesquels ils sont impliqués et au jeu entre les catégories d'action publique et professionnelles. Qu'il s'agisse d'accompagnement éducatif (Le Goaziou 2018), d'enseignement (Donnet 2020), d'insertion professionnelle, d'ordre public, la radicalisation se transforme dans ses mises en pratiques, dans ses usages plus ou moins quotidiens, plus ou moins institutionnalisés.

De ce constat naissent deux interrogations. La première s'attache à la diversité des situations au cours desquelles la « radicalisation » est mobilisée. Il faut les explorer, échanger avec celles et ceux qui les vivent pour saisir l'ampleur de la plage couverte. On trouvera dans différents témoignages des enjeux qui souvent correspondent à la relation particulière entretenue avec la personne dite « radicalisée » : mères inquiètes de voir leur enfant s'affilier à une religion ou un groupe, professeurs confrontés à des contestations de contenus de cours, etc. Est-ce à dire que rien n'est commun à ces situations et que la radicalisation n'est qu'une manière de nommer des enjeux pré-existants tout en appelant à une attention accrue ? L'idée d'un usage instrumental en vue d'une réponse rapide et concrète des pouvoirs publics n'est pas à exclure dans certains cas, mais la généraliser serait faire preuve de cynisme et nier l'expérience parfois brutale des personnes amenées à labelliser ainsi des proches, des élèves, des publics.

Ce sont ces expériences qui nous intéressent. Celles qui, depuis un même terme, expriment des sensibilités diverses, des variations relationnelles qui souvent relèvent de l'inquiétude, parfois de l'angoisse (Bertrand 2020).

Elles nous intéressent parce qu'elles révèlent des modes de relation différenciés, propres aux situations, aux institutions qui les portent. Elles nous intéressent aussi parce qu'elles incarnent une certaine indéfinition du terme lui-même, mettant en relief son caractère de « signifiant flottant » (Lévi-Strauss 1950), adaptatif, qui a fait une partie de sa puissance de diffusion et qui a amené certains auteurs à parler de « fait social total » autant que de « piège pour la pensée » (Hhosrokhavar 2018).

En somme, depuis le terme de « radicalisation », on peut explorer des enjeux situés et leur variabilité. On se rendra compte rapidement, cependant, que s'il y a indéfinition et flottement, on ne peut pourtant pas parler de totale indétermination : on ne désigne pas n'importe quoi par la « radicalisation ». En complément des tendances identifiées plus haut, un travail empirique de compréhension des convergences des lignes de fuites dont relève la labellisation en tant que radicalisation est nécessaire.



La seconde interrogation s'attache précisément au caractère centripète du terme. Malgré les différences, parfois les différents soulignés dans ces définitions, tout cela semble encore tenir ensemble, au moins pour un temps. Déterminée par ses contextes d'origine et les situations de ses occurrences qui se croisent, se recoupent et se distinguent en permanence, la radicalisation l'est aussi par un phénomène de sensibilisation plus ou moins explicitement impulsé par une véritable « politique du sensible » (Laplantine 2018) qui fournit des cadres de l'expérience et vise à la mise en place d'une « culture commune ». Celle-ci n'est pourtant pas le seul fait d'une activité de cadrage descendante et inéluctable. Elle est le fruit de multiples croisements, de rencontres, et d'une forme d'harmonisation, toujours incomplète, à partir des dissonances. Il faut alors explorer les activités microscopiques de mise au diapason, d'harmonisation, de travail en commun et de coopérations et les définitions pratiques qu'elles participent à produire à partir de demandes institutionnelles qui donnent vie au « spectre de la radicalisation » (Puaud 2018).

Nous proposons, à travers cette journée d'étude autour de la « radicalisation » d'explorer ces pistes à travers les notions de subjectivité et de sensibilité.

La notion de subjectivité renvoie aux travaux du philosophe Michel Foucault qui dans la dernière partie de ses œuvres s'est attaché à étudier les façons, à travers l'histoire, dont « le sujet se constituait lui-même, dans telle ou telle forme déterminée, comme sujet fou ou sujet sain, comme sujet délinquant ou comme sujet non délinquant, à travers un certain nombre de pratiques qui étaient des jeux de vérité, des pratiques de pouvoir, etc » (Foucault 1994). Cette approche a été prolongée en France dans le champ de la sociologie pour étudier le « gouvernement des corps » c'est-à-dire « les modalités d'une relation à soi et aux autres dans un cadre défini par des codes et des règlements, des normes et des valeurs, des rapports d'autorité et de légitimité, des interactions avec l'Etat et avec la loi » (Fassin et Memmi 2004). Il s'agit de comprendre la manière dont l'existence sociale d'un sujet l'amène à se faire, toujours de manière dynamique, l'incarnation des enjeux qui président aux relations dans lesquelles il est pris. Ainsi dans le rapport du sujet aux « jeux de vérité » c'est la fabrique des subjectivités qu'il s'agit d'étudier à travers les pratiques de pouvoir, multi-situées autour des politiques sur la « radicalisation », qui constituent un gouvernement des corps politique.



Références bibliographiques

- Atran, Scott. 2016. L'Etat islamique est une révolution. Paris: Les Liens qui Libèrent.
- Benslama, Fethi, éd. 2015. L'idéal et la cruauté. Subjectivité et politique de la radicalisation. Paris: Lignes.
- Bertrand, Romain. 2020. « Pour une définition relationnelle des radicalités ». Pensée plurielle n°51(1):29. doi: 10.3917/pp.051.0029.
- Borum, Randy. 2011. « Radicalization into Violent Extremism II: A Review of Conceptual Models and Empirical Research ». Journal of Strategic Security 4(4):37-62
- Donnet, Claire. 2020. « Les signalements pour « risque de radicalisation » dans les établissements scolaires en France, nouvel outil de régulation de l'islam ». Déviance et Société 44(3):420.
- Fassin, Didier, et Dominique Memmi. 2004. « Le gouvernement de la vie, mode d'emploi ». in Le gouvernement des corps. Paris: Editions de l'EHESS.
- Foucault, Michel. 1994. Dits et Ecrits, t.3, Paris, Gallimard
- Guibert-lafaye, Caroline, et Ami-jacques Rapin. 2017. « La « radicalisation ». Individualisation et dépolitisation d'une notion ». Politiques de communication 1(8):127-54.
- Hepel, Gilles. 2015. Terreur dans l'hexagone. Paris: Gallimard.
- Hhosrokhavar, Farhad. 2018. Le nouveau djihad en Occident. Paris: Robert Lafont.
- Laplantine, François. 2018. Le social et le sensible: introduction à une anthropologie modale. Paris: Téraèdre.
- Le Goaziou, Véronique. 2018. « La prévention spécialisée à l'épreuve de la radicalisation et du fait religieux ». Recherches et pratiques pour le groupe ADDAP 13 Mars(1).
- Lévi-Strauss, Claude. 1950. « Introduction à l'oeuvre de Marcel Mauss ». in Sociologie et anthropologie, Quadrige. Paris: PUF.
- Micheron, Hugo. 2020. Le Jihadisme français. Quartiers, Syrie, prisons. Paris: Gallimard.
- Neumann, Peter, et Scott Kleinmann. 2013. « How Rigorous Is Radicalization Research? ». Democracy and Security 9(4):360-82.
- Puau, David. 2018. Le spectre de la radicalisation. L'administration sociale en temps de menace terroriste. Paris: Presses de l'EHESS.
- Rancière, Jacques. 2000. Le partage du sensible: esthétique et politique. Paris: La Fabrique-éd.
- Roy, Olivier. 2016. Le djihad et la mort. Paris: Seuil.



Jour 1 : Approches Institutionnelles

8h30	Accueil Café
9h00	Mots d'ouverture : JULIE ESCUDIER, VICE-PRÉSIDENTE TOULOUSE MÉTROPOLE POUR LA COHÉSION SOCIALE ET L'INCLUSION - TOULOUSE MÉTROPOLE MOT DE LA DIRECTION DU CENTRE HOSPITALIER GERARD MARCHANT
9h20	Présentation des journées TRISTAN RENARD, CRESAM ET ROMAIN BERTRAND, RAD2CITIZEN & UNIV. LYON 2
10h00	Prévention de la radicalisation : quelle sensibilisation pour une politique publique ? BRUNO DOMINGO, ENSEIGNANT-CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE Cette première intervention visera à rendre compte des manières propres qu'ont les personnes en charge des politiques publiques de prévention de la radicalisation de se rendre sensible et de rendre sensible à cet enjeu : quelles médiations pour percevoir la réalité du territoire ? Quelles articulations avec les réseaux d'acteurs locaux, nationaux et internationaux ?
11h00	Cohésion sociale et polarisation : approches locales ERIC POINSOT, VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET MARKUS PAUSCH, UNIV. DE SALZBOURG En complémentarité avec l'approche déconcentrée présentée plus tôt, nous reviendrons dans ce dialogue sur la place et l'action des acteurs locaux, en l'occurrence d'une collectivité locale. Quels effets ont les compétences spécifiques, les cultures professionnelles et politiques particulières, sur les manières d'appréhender la prévention de la radicalisation et ses manifestations
12h00	Pause déjeuner
13h30	Quelle perception de la radicalisation depuis les services de l'anti-terrorisme ? THIERRY TOUTIN, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET ANTOINE MEGIE, UNIV. DE ROUEN Les services de sécurité et de renseignements sont au cœur des politiques de prévention de processus de radicalisation. À ce titre, chargés de renseigner, de suivre et surtout de trier les signalements effectués par une multitude d'acteurs, les services de sécurité mobilisent des catégories du risque qui renvoient à des définitions variées de la problématique de la radicalisation. Comment ces catégories sont-elles mobilisées ? Comment les catégories d'action publiques pesent sur le travail de ces services ?
14h30	Accompagnement socio-éducatif des personnes signalées JEAN-MICHEL URAY, ASSOCIATION DE GESTION DE L'ACTION SOCIALE ET DES ENSEMBLES FAMILIAUX (AGASEF) ET DAVID PUAUD, INSTITUT INTERDISCIPLINAIRE D'ANTHROPOLOGIE DU CONTEMPORAIN (IIAC) Dès 2014, un ensemble de dispositifs ont été développés afin d'accompagner les jeunes signalés pour radicalisation et leurs familles. Entre cultures professionnelles d'origine, formation et sensibilisation à la question de la radicalisation et spécificités des accompagnements mis en place, nous explorerons comment ces professionnels ont fait leur place dans un maillage institutionnel et social particulier et comment le contact avec les situations signalées a travaillé leur définition du « radical ».
15h30	Prévention spécialisée, enjeux éducatifs et radicalisation HAMID TARRABE, TOULOUSE MÉTROPOLE ET THOMAS MATTEL, ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES (EHESS) La prévention spécialisée a très tôt été identifiée comme un acteur pertinent pour travailler à la prévention de différentes formes de violences radicales. Entre discussions sur la pertinence de cette notion et ce qu'elle permet de faire, nous nous demanderons comment l'expérience du travail éducatif « de rue » a alimenté des visions divergentes de la question tout en ouvrant des espaces de dialogues au sein de la profession et avec d'autres champs professionnels.
16h30	Fin de la journée



Jour 2 : Penser le radical depuis une approche relationnelle

8h30	Accueil Café
9h00	Accompagnement en santé mentale : mythes et réalités sur le radical VINCENT JORIS, RHIZOME ET MICHEL BOTBOL, UNIV. DE BRETAGNE OCCIDENTALE Comme souvent lorsque des actes extraordinairement violents sont commis la santé mentale de leurs auteurs est interrogée. Pour autant si le lien entre troubles mentaux et passage à l'acte violent « radical » est contredit par les spécialistes de la question, l'intérêt porte aux dimensions psychiques de ces parcours n'en reste pas moins d'actualité : comment les professionnels de la santé psychique abordent-ils cette problématique de la radicalisation ? À partir de quelles catégories problématiques fondent-ils leur intervention sur le sujet ?
10h00	L'Éducation Nationale à l'épreuve de la radicalisation INTERVENANT À DÉFINIR, ÉDUCATION NATIONALE ET CANDICE SABADIE, UNIV. TOULOUSE 1 L'éducation nationale est probablement l'une des institutions les plus touchées par les enjeux de prévention et les enjeux éducatifs liés à la radicalisation. En témoignent les politiques internes et leur place dans les dispositifs locaux et nationaux. Au contact des jeunes, comment se vit l'expérience des radicalités et comment naissent les inquiétudes qui en prennent le nom ?
11h00	Jeunes délinquants et risques de radicalisation : logiques d'assignation et pratiques éducatives PIERRE-ALAIN GUYOT, DIRECTION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE (PJJ) ET JEAN-BAPTISTE PESQUET, CHARGÉ D'ÉTUDE AU CENTRE DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION DE L'ÉCOLE NATIONALE DE PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE L'image du jeune délinquant a longtemps dominé la représentation médiatique de « l'individu radicalisé », bien que la réalité soit beaucoup plus hétérogène. De fait les professionnels de justice ont été amenés à accompagner des jeunes signalés comme « radicalisés » mais pour des faits qui recouvrent un large spectre de gravité et de dynamiques. Comment ces professionnels ont-ils adapté leur intervention ? Comment les catégories habituelles d'intervention auprès d'un public délinquant ont-elles et travaillent-elles par ceux-ci ?
12h00	Pause déjeuner
13h30	Le risque radical en milieu pénitentiaire et en fin de peine ROHANE MAINE, PAOLA ESTESO QUINONERO, ADM. PENIT. TOULOUSE ET THIBAUT DAUSSY, UNIV. PARIS-SACLAY Le milieu carcéral, ouvert et fermé, a été particulièrement sollicité et affecté par les politiques de prévention de la radicalisation. Nous tâcherons ici d'engager une conversation entre un praticien spécialisé sur ces questions et un chercheur menant ses travaux sur les pratiques de l'administration pénitentiaire afin de mieux saisir les modalités de la mise en tension de cette administration face aux enjeux sociétaux posés par la politique de prévention.
14h30	Mineurs de retour de zone : l'incertain comme inquiétude ALESSANDRA MAPELLI, HÔPITAL AUCIENNE DE BOBIGNY ET MONTASSIR SAJHI, KU LEUVEN Comme celle de la fin de peine, la question des retours de zone de combat a un temps été au centre de débats fortement médiatisés et continue d'inquiéter les acteurs qui pourront être amenés à accompagner les personnes concernées. Entre questionnements éthiques et inquiétudes sur les accompagnements effectifs, nous chercherons à comprendre ce qui se joue autour de ces retours si particuliers.
15h30	Synthèse et perspectives : que nous révèle le rapport au radical ? PHILIPPE MARTIN - ISERL
16h30	Mot de Cloture TOULOUSE MÉTROPOLE / CRESAM
17h00	Fin de la journée



Lieu



Centre hospitalier Gérard Marchant
134 route d'Espagne
31057 Toulouse



Rocade Ouest : sortie 25 LANGLADE
Rocade Arc-en-ciel : sortie 38 SAINT-SIMON



Lignes L5-13-152 : arrêt "Marchant"

Nous souhaitons informer nos participants que le déjeuner ne sera pas fourni pendant la journée d'étude. Nous vous proposons toutefois une liste de restaurants à proximité du centre hospitalier Gérard Marchant.
(Pensez à réserver)



Brasserie Les Acolytes

(Cuisine traditionnelle)

7, chemin des Silos, Toulouse

Tél. : 05 67 16 66 47



Ristorante Del Arte

(Cuisine Italienne – pizzeria)

3 Allée Pablo Picasso Portet-sur-Garonne

Tél. : 05 61 44 80 19



L'écume gourmande

(Cuisine traditionnelle)

3 Av. Irène Joliot-Curie, Toulouse

Tél. : 05 34 48 51 28



L'inedit

(Restaurant halal)

104 bis Ate d'Espagne, Portet-sur-Garonne

Téléphone : 09 84 17 43 69



La Romarine

(Cuisine Italienne)

99, route d'Espagne, Toulouse

Tél. : 05 34 46 14 20



Possibilité de se restaurer au centre

commercial Carrefour

Boulevard de l'Europe Portet /Garonne.